

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1939

THÈSE

N°

441

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Marguerite VIDAL

Née le 23 novembre 1909 à Troyes (Aube)

**Contribution à l'étude du Problème
des Enfants Abandonnés en France**

Président : M. LEREBoullet, Professeur.

FERENCZI, ÉDITEURS

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1939

THÈSE

N°.....

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Marguerite VIDAL

Née le 23 novembre 1909 à Troyes (Aube)

**Contribution à l'étude du Problème
des Enfants Abandonnés en France**

Président : M. LEREBoullet, Professeur.

FERENCZI, ÉDITEURS

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI.
Pathologie chirurgicale	MONDOR.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-
Pathologie expérimentale et comparée	LAVASTINE.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	FIESSINGER.
Clinique médicale	CHIRAY.
Hygiène et clinique de la première enfance	LOEPER.
Clinique des maladies des enfants	CARNOT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'en- céphale	CLERC.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	Marcel LABBÉ.
Clinique des maladies du système nerveux	LEREBoullet.
Clinique des maladies infectieuses	NOBÉCOURT.
Clinique chirurgicale	H. CLAUDE.
Clinique ophtalmologique	GOUGEROT.
Clinique urologique	GUILLAIN.
Clinique d'accouchements	LEMIERRE.
Clinique gynécologique	CUNÉO.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	GOSSET.
Clinique thérapeutique médicale	GRÉGOIRE.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LENORMANT.
Clinique thérapeutique chirurgicale	TERRIEN.
Clinique propédeutique	CHEVASSU.
Clinique de la Tuberculose	COUVELAIRE.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	JEANNIN.
Clinique de cardiologie	LÉVY-SOLAL.
Clinique de neuro-chirurgie	MOCQUOT.
Assistance Médico-sociale	OMBRÉDANNE.
Professeurs sans chaire	RATHERY.
	LEMAITRE.
	Pierre DUVAL.
	M. VILLARET.
	TROISIER.
	MATHIEU.
	LAUBRY.
	Clovis VINCENT.
	N...
	HAZARD.
	HOVELACQUE.
	MULON.
	OLIVIER.
	SANNIÉ.
	VERNE.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

AMELINE	Pathologie chirurgicale
BARIÉTY	Pathologie médicale
BÉNARD (Henri)	Pathologie médicale
BERNARD (Etienne)	Pathologie médicale
BESANÇON (Justin)	Hydrologie
BOULIN	Pathologie médicale
BULLIARD	Histologie
CATHALA	Pathologie médicale
CHEVALLIER ..	Pathologie médicale
COSTE	Pathologie médicale
DOGNON	Physique
FEY	Urologie
FUNCK	Pathologie chirurgicale
GALLIARD	Parasitologie
GASTINEL	Bactériologie
DE GAUDART D'ALLAINES	Pathologie chirurgicale
GAYET	Physiologie
DE GENNES	Pathologie médicale
GIROUD	Histologie
HAGUENAU	Pathologie médicale
HALPHEN	Oto-rhino-laryngologie
HUGUENIN	Anatomie pathologique
JOANNON	Hygiène

MM.

LACOMME	Obstétrique
LANTUÉJOUL ..	Obstétrique
LAROCHE (Guy)	Pathologie médicale
LAVIER	Parasitologie
LELONG	Pathologie médicale
LEMAIRE	Pathologie expérimentale
LEVEUF	Pathologie chirurgicale
Mlle J. LÉVY ...	Pharmacologie
LÉVY-VALENSI..	Neurologie et Psychiatrie
MÉNÉGAUX	Pathologie chirurgicale
MOLLARET	Pathologie médicale
MOREAU	Pathologie médicale
MOULONGUET ..	Pathologie chirurgicale
MOUQUIN	Pathologie médicale
PETIT-DUTAILLIS	Pathologie chirurgicale
PIÉDELIÈVRE ..	Médecine légale
PORTES	Obstétrique
RENARD	Ophthalmologie
RICHET	Physiologie
SÉNÈQUE	Pathologie chirurgicale
TURPIN	Pathologie médicale
VIGNES	Obstétrique
WILMOTH	Pathologie chirurgicale

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE	Pathologie chirurgicale
BUSQUET	Pharmacologie
CHAILLEY-BERT	Physiologie
GUÉNIOT	Obstétrique
HEITZ-BOYER ..	Pathologie chirurgicale

MM.

LARDENNOIS ..	Pathologie chirurgicale
LE LORIER	Obstétrique
NEVEU-LEMAIRE	Parasitologie
VAUDESCAL ...	Pathologie chirurgicale
SCHWARTZ	Obstétrique

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE à titre permanent.

MM.		MM.	
ALAJOUANINE .	} Clinique médicale	BASSET	} Clinique chirurgicale
AUBERTIN		BROCQ	
BRULÉ		CADENAT	
CHABROL		GATELLIER	
DONZELOT		MOURE	
DUVOIR		QUENU	
LIAN		VELTER	
PASTEUR- VALLERY- RADOT			
SÉZARY			

MM.	
ECALLE	} Clinique obstétricale
METZGER	

V. — CHARGÉS DES COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé.	Education physique
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique
RUPPE	Stomatologie
WEIL-HALLÉ	Puériculture

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans des dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A mes enfants
Bernard et Marianne.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LEREBoullet

Professeur à la Faculté de Médecine de Paris

Membre de l'Académie de Médecine

Médecin de l'Hospice des Enfants Assistés

*qui nous a fait l'honneur d'accepter
la présidence de cette thèse.*



A MONSIEUR LE DOCTEUR WEILL-HALLÉ

Chargé de Cours à la Faculté de Médecine de Paris

Médecin de l'Hôpital des Enfants Malades

Directeur de l'Ecole de Puériculture de la Faculté de Médecine

*qui nous a inspiré le sujet de cette thèse
et qui nous a guidé de ses conseils.*

*« Il faut que la mère indigente soit la
nourrice payée de son propre enfant. »*

D^r G. LAGNEAU ¹

1. DOCTEUR G. LAGNEAU. Des mesures propres à rendre moins faible l'accroissement de la population en France. (Extrait du Bulletin de l'Académie de Médecine. Séances du 24 juin, des 15 et 22 juillet 1890. Paris, Masson édit. 1890.)

INTRODUCTION

6.000 enfants environ sont abandonnés chaque année en France. Ils sont recueillis par l'Assistance Publique qui a pour mission de les élever et de les instruire.

Ce chiffre énorme de 6.000 tend chaque année à s'abaisser légèrement, au fur et à mesure que se complètent les mesures de protection de la mère et de l'enfant. Pour lui donner toute sa valeur, il faut le considérer non seulement en lui-même, mais aussi dans son rapport avec le nombre général des naissances.

L'examen des statistiques invite à ne pas trop se réjouir de la diminution du nombre des abandons.

En effet, si dans la France entière il y a eu :

En 1920	10.440 abandons	
1925	8.353	—
1930	7.356	—
1931	7.483	—
1932	7.209	—
1933	6.387	—

il y a eu parallèlement dans ces mêmes années :

En 1920	833.518	naissances
1925	770.060	—
1930	749.953	—
1931	733.909	—
1932	722.246	—
1933	682.680	—

ce qui donne le rapport suivant entre les naissances et les abandons :

En 1920, les abandons représentent 1,18 % des naissances.

En 1925, les abandons représentent 1,07 % des naissances.

En 1930, les abandons représentent 0,84 % des naissances.

En 1931, les abandons représentent 1,01 % des naissances.

En 1932, les abandons représentent 0,85 % des naissances.

En 1933, les abandons représentent 0,81 % des naissances.

Les « Rapports du Service des Enfants Assistés du Département de la Seine » permettent de considérer les mêmes statistiques pour le Département de la Seine, mais établies sur les dix dernières années.

En 1927....	1.868	abandons	pour	78.292	naissances
1928....	1.768	—	—	77.156	—
1929....	1.662	—	—	75.634	—
1930....	1.606	—	—	78.036	—
1931....	1.568	—	—	76.836	—
1932....	1.424	—	—	74.019	—
1933....	1.264	—	—	69.400	—
1934....	1.281	—	—	68.129	—
1935....	1.328	—	—	63.734	—
1936....	1.202	—	—	62.014	—
1937....	1.069	—	—	61.569	—

ce qui donne le rapport suivant entre naissances et abandons :

En 1927	2,42 %
1928	2,34 %
1929	2,18 %
1930	2,05 %
1931	2,04 %
1932	1,92 %
1933	1,82 %
1934	1,88 %
1935	2,08 %
1936	1,93 %
1937	1,73 %

Ce grand nombre d'abandons annuels (6.000 ne représente-t-il pas la population moyenne d'un grand nombre de petites villes de France, comme Avallon, comme Digne, comme Guéret ?), ce chiffre énorme de pupilles de l'Assistance Publique (et il y avait en 1933, 91.469 enfants qui étaient entièrement à la charge de l'Etat) justifie amplement tout l'intérêt que l'on porte au problème des Enfants Abandonnés.

HISTORIQUE

Le problème des Enfants Abandonnés existe dans tous les pays. Dans chaque société il y a des parents trop misérables pour subvenir aux besoins de leurs enfants, des parents dénaturés qui ne se reconnaissent pas de devoirs envers leur progéniture, et des enfants gênants pour la vertu ou l'honorabilité de leur mère.

En France, c'est au Moyen Age que l'on trouve le premier texte écrit concernant les Enfants Abandonnés.

En 1362, la Confrérie du Saint-Esprit sous la direction de Jean de Meulan, évêque de Paris, fait appel à la charité publique pour venir en aide aux enfants trouvés. Cet élan de générosité aboutit en 1367 à la création de l'Hôpital du Saint-Esprit.

Plus tard, sous le règne de François I^{er}, l'Hôpital des Enfants-Rouges est destiné à compléter l'Hôpital du Saint-Esprit.

Il faut attendre l'année 1552 pour que les législatures prêtent attention aux enfants abandonnés.

En 1552, en effet, le Parlement de Paris rend un arrêt. Il enjoint aux seigneurs justiciers de subvenir à l'entre-

tien des enfants trouvés sur leurs terres. Jusqu'alors ces enfants ne dépendaient officiellement de personne. Ils étaient le plus souvent recueillis dans les couvents ou par le chapitre des églises sous le porche desquelles on les avait trouvés. Mais souvent, couvents et chapitres manquaient de ressources, de là l'origine de l'arrêt de 1552.

En 1552 fut aussi créée la Maison de la Couche destinée plus à servir de pouponnière et de pension que d'hôpital et dont les résultats sont si désastreux que les contemporains ont surnommé la Maison de la Couche la « Maison de la Mort ». La mortalité y est considérable, 80 %. Le sort des survivants est d'ailleurs peu enviable. Mal nourris, peu instruits, ils sont souvent vendus par des éleveurs sans scrupules aux bateleurs du quai Notre-Dame. Les récits du temps sont pittoresques mais effroyables. Ce semblant d'assistance s'adresse à tous les enfants trouvés mais ne s'adresse pas à tous les enfants abandonnés. L'Hôpital du Saint-Esprit et l'Hôpital des Enfants-Rouges sont de vertueuses maisons, ont de solides principes. Elles n'ouvrent pas leurs portes aux bâtards, ni aux enfants des filles-mères. Charles VII a promulgué une ordonnance dans ce sens en 1462, François I^{er} une autre en 1536. Voici ce que disait l'ordonnance de Charles VII :

L'Hospice des Enfants Trouvés du Saint-Esprit est fermé « aux bâtards illégitimes dont pourrait advenir qu'il y aurait si grande quantité, parce que moult de gens s'abandonneraient et feraient moins de difficultés à pécher quand ils verraient que tels bâtards seraient nourris davantage et qu'ils n'en auraient ni charge ni sollicitude ».

En 1638, saint Vincent de Paul offre aux « Trouvés » sa charité, son intelligence et sa merveilleuse activité. Son œuvre a été si éclatante qu'on a peine maintenant à la séparer de la légende qui s'y est mêlée.

Ce fut le très grand mérite de Vincent de Paul d'attirer l'attention générale sur le problème de l'assistance aux enfants. Il y intéresse les pouvoirs publics. Le roi Louis XIII lui donne une rente de 4.000 francs en 1640.

Il y intéresse Anne d'Autriche à un moment psychologique : elle vient de mettre un enfant au monde. Il y intéresse la charité privée ; des dames nobles, des demoiselles pieuses vont devenir des infirmières bénévoles, un ordre va même se fonder : l'ordre des Filles de la Charité. Et c'est vraiment de la charité. On recueille tous les enfants malheureux, trouvés, abandonnés, on ne cherche pas leur origine, bâtards ou légitimes. Et c'est vraiment de l'assistance. Vincent de Paul veut que ces enfants se portent bien, qu'ils soient bien tenus, bien vêtus ; il veut qu'on leur donne une instruction, qu'on en fasse des hommes et des femmes capables et honnêtes.

Les résultats n'ont pas toujours répondu aux intentions. La mortalité de ces enfants est très grande. Les ressources sont rapidement devenues insuffisantes. Qu'importe, l'élan est donné et le grand mouvement de charité déclenché par Vincent de Paul ne s'arrêtera plus.

En 1670, Louis XIV fait bâtir l'Hospice des Enfants Trouvés.

En 1740, le gouvernement ordonne une enquête afin d'établir quel est le meilleur moyen d'élever les Enfants Abandonnés et de les instruire.

En 1793, la Convention se préoccupe des problèmes d'assistance qui existent dans tout état et essaie de leur trouver une solution. Le 28 juin 1793, le « décret relatif à l'organisation des secours à accorder annuellement aux enfants, aux vieillards et aux indigents » est bien la première loi sociale de protection de l'enfance. Elle ne fut jamais appliquée faute d'argent et faute de temps — des problèmes plus immédiats réclamaient les activités — cependant elle est si complète et rédigée avec tant de générosité qu'elle vaut un examen un peu approfondi.

Le titre premier du décret s'applique aux « Secours aux enfants appartenant à des familles indigentes ». On y trouve en puissance l'aide aux familles nombreuses dont s'enorgueillit la législation de la troisième République.

Le titre second du décret comporte les « Secours à accorder aux Enfants Abandonnés ». On trouve dans ce second titre à peu près toutes les mesures adoptées maintenant ou du moins désirées.

A l'article premier, la Nation se charge de l'éducation physique et morale des enfants connus sous le nom d'Enfants Abandonnés.

L'article III dit que « Il sera établi dans chaque district une maison où la fille enceinte pourra se retirer pour y faire ses couches. Elle pourra y entrer à telle époque de sa grossesse qu'elle voudra ». C'est ce que nous entendons maintenant par « maison maternelle ».

Voici l'article IV : « Toute fille qui déclarera vouloir allaiter elle-même l'enfant dont elle sera enceinte et qui aura besoin des secours de la nation aura droit de les réclamer » ; et l'article V spécifie que ce sera au même titre que la femme mariée, « mère de famille ». Ces secours commenceront dès l'accouchement : « Il sera pourvu par la nation aux frais de gésine et à tous ses besoins pendant le temps de son séjour qui durera jusqu'à ce qu'elle soit parfaitement rétablie de ses couches ; le secret le plus inviolable sera gardé sur tout ce qui la concernera. » En somme, la Convention instaurait la prime d'allaitement, l'assistance aux femmes en couches et l'égalité des droits à ces secours de la fille-mère et de la femme mariée. La loi n'a pas été appliquée, mais il a fallu près d'un siècle pour en admettre le principe, pour admettre surtout que la fille-mère et son enfant ne sont pas des objets de honte pour la société, et que leur vie ne doit pas être une expiation. Dans un livre paru en 1877 à Lyon, Omer Sarraut retire le titre de coupable à la fille-mère. En effet, elle n'est pas coupable, dit-il, elle est « victime » puisque les femmes n'ont « aucune force morale » et ne peuvent se défendre, et il voudrait faire le procès de la « séduction ». L'auteur n'avait pas des femmes une très grande idée, mais il était plein de bons sentiments. Il ne représentait d'ailleurs pas toute l'opinion de son temps puisque dans une thèse de droit de Paris, vingt-cinq ans plus tard, en 1903, on trouve bien des pages parlant de « faute, de

réprobation », et des « moyens de dissimuler cette faute ».

La Convention voulait assurer la bonne santé physique et morale de ses pupilles. Elle veut que les nourrices subissent l'examen d'un officier de santé (paragraphe 19). Elle veut que les enfants soient « inoculés » en temps utile (paragraphe 25). On pratiquait à ce moment-là l'inoculation suivant la méthode de Gatti avec du pus prélevé sur des pustules fraîches ou même desséchées de variole. Elle veut qu'ils fréquentent assidûment les écoles nationales (paragraphe 13). Enfin, elle veut qu'ils apprennent un métier qui leur plaît : « Les enfants seront mis en apprentissage aux époques indiquées s'ils ne préfèrent s'adonner à l'agriculture » (paragraphe 13).

En 1811, l'empereur Napoléon a une occupation toute trouvée pour les garçons abandonnés; ils seront à la « disposition du Ministre de la Marine ». Ils seront marins ou soldats, dès l'âge de quinze ans, parfois même avant. Pour les filles, elles seront couturières ou lingères (décret du 19 janvier 1811).

Après le premier Empire, nombre d'années s'écoulent sans qu'on apporte de changement notable à l'état des enfants trouvés. En 1850, l'Assemblée Législative nomme une commission, ordonne des enquêtes sur l'abandon, le tour, l'infanticide, mais cela n'aboutit que vingt ans plus tard à une nouvelle loi. Encore la loi du 5 mai 1869 n'est-elle qu'une loi de finances. Mais elle établit nettement les charges qui incombent à l'Etat et celles qui incombent aux départements. Elle n'apporte rien de nouveau, mais elle fixe l'état de choses existant.

Elle a d'ailleurs servi de base en 1904 aux délibérations des députés pour l'élaboration d'une nouvelle loi.

La loi du 27 juin 1904, présentée par M. Bienvenu-Martin, Combes étant président du Conseil, et parue au *Journal Officiel* le 30 juin 1904, règle encore maintenant la situation des Enfants Trouvés, celle de Pupilles de l'Assistance Publique.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION
DES ENFANTS ABANDONNÉS EN FRANCE

I

LA LOI DU 27 JUIN 1904

La loi du 27 juin 1904 détermine dans son premier titre les catégories d'enfants qui feront partie du service des Enfants Assistés.

— D'abord les pupilles de l'Assistance Publique qui sont :

les enfants trouvés,

les enfants abandonnés,

les orphelins pauvres,

les enfants maltraités, délaissés ou abandonnés.

— Ensuite, les enfants qui bien que placés à l'Assistance Publique ne sont pas des pupilles :

Soit les enfants secourus. — Un enfant secouru est celui que sa mère ne peut pas nourrir ni élever faute de ressources, et pour lequel est accordé le secours temporaire, institué en vue de prévenir son abandon (art. 4, Titre I).

Les enfants en dépôt. — Un enfant en dépôt est celui qui, laissé sans protection ni moyens d'existence, par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants, est recueilli temporairement dans le service des Enfants Assistés (art. 5, Titre I).

Les enfants en garde. — Un enfant en garde est celui dont la garde a été confiée, par les tribunaux, à l'Assis-

tance Publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 (art. 6, Titre I)¹.

La loi du 27 juin 1904 envisage des mesures préventives d'abandon avant même de s'occuper des enfants abandonnés.

Le titre II traite des « enfants secourus ». Ces enfants sont en danger d'abandon pour des raisons matérielles uniquement. Pour parer à cet abandon, l'Etat propose de donner à la mère une partie de ce que lui coûterait l'entretien d'un pupille supplémentaire à l'Assistance Publique. Toutes les mères peuvent réclamer ce secours, qu'elles soient « mariées, veuves, divorcées ou abandonnées par leur mari ». La seule mais indispensable condition est qu'elles soient sans ressources pour élever et nourrir leurs enfants. La loi a prévu en effet dans quels cas l'Etat retirera son aide : « Le secours est réduit, suspendu ou supprimé si la mère cesse d'être indigente, ou si la mère cesse de donner ou de faire donner les soins nécessaires à son enfant » (Titre II, art. 7).

L'abandon se fait à bureau ouvert; il y a dans chaque département au moins un établissement « ouvert le jour et la nuit » où sont accueillis les enfants qu'on veut abandonner. L'admission d'un enfant paraissant moins de sept mois n'est accompagnée d'aucune enquête. Par contre, s'il s'agit d'un enfant plus âgé, des renseignements sont demandés à la personne qui le présente. Ces renseignements, transmis au Préfet, seront le point de départ d'une enquête administrative. Les auteurs de cette loi ont jugé que les mêmes raisons ne s'appliquaient pas pour faire abandonner un nouveau-né ou un enfant plus grand. Ils ont jugé qu'une mère qui a élevé et nourri son enfant pendant sept mois doit s'être attachée à lui et qu'on ne peut plus guère trouver ni excuse ni prétexte à un abandon tardif.

1. N.-B. — La loi du 19 avril 1898 concernant la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté, attentats commis contre des enfants confie la garde provisoire de l'enfant à un parent, à un établissement charitable jusqu'à ce que la décision définitive soit intervenue. La nécessité de cette mesure fut démontrée par suite des réactions violentes des parents devant l'intervention des tribunaux.

Il y a au bureau d'abandon une seule personne qui est tenue à la plus grande discrétion. Néanmoins, aux termes de la loi, « cette personne déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir le secours préventif d'abandon, et notamment un secours de premiers besoins qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon ». (Paragr. 9, Titre III.)

Une fois l'admission prononcée, la mère ne connaîtra plus rien de son enfant que son existence ou sa mort. Elle ne saura pas où il est placé. Si plus tard elle veut le reprendre, il lui faudra subir une longue enquête, il lui faudra rembourser à l'Administration « la dépense faite pour son entretien ». Pratiquement, elle a fort peu de chances de le revoir jamais.

Le nouveau « Pupille de l'Assistance Publique » a un tuteur. C'est, dans les départements, le préfet ou l'inspecteur départemental, — dans le département de la Seine le directeur de l'Administration Générale de l'Assistance Publique. Le tuteur est assisté d'un Conseil de Famille (articles 11 et 12). « Les biens et les deniers » du pupille sont sous la direction du trésorier-payeur général. Leurs revenus sont acquis à l'Etat jusqu'à ce que le pupille ait dix-huit ans, à titre « d'indemnité de frais d'entretien » (art. 16).

Les pupilles, après un court séjour dans un hospice dépositaire seront, si leur santé le permet, « confiés à des familles habitant la campagne ».

Les nourriciers sont tenus de les envoyer à l'école, « assujettis qu'ils sont, comme les parents, à la loi du 28 mars 1882, sur l'Enseignement Primaire » (art. 25).

Treize ans est l'âge de l'apprentissage qui sera fait « de préférence dans les professions agricoles » (art. 26). L'intention des législateurs est de ramener à la campagne tous ces enfants pour compenser l'exode des paysans vers les villes.

L'émancipation sera accordée ou refusée par le tuteur, de même que la permission de se marier ou de s'engager dans l'armée.

Lorsqu'un pupille meurt sans héritier, dit l'article 41,

ses biens seront recueillis par le département et consacrés à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes.

La loi du 27 juin 1904 traite enfin de l'administration du service des Enfants Assistés et des dépenses de ce service qu'elle répartit entre les départements et l'Etat.

Pour avoir une idée de l'importance des services qui s'occupent des Enfants Assistés, un bon moyen est de suivre un pupille depuis le moment de son admission. On voit ainsi quel grand nombre de personnes veillent sur lui de près ou de loin.

Voici donc un petit enfant, de quelques semaines seulement, qu'on amène au bureau d'abandon de l'Hospice des Enfants Assistés à Paris, par exemple.

C'est une femme qui le reçoit et le conduit à l'intérieur de l'hôpital. Il y est aux mains de tout un personnel de médecins et d'infirmières. Il est examiné et pesé. Il reste là trois semaines en observation, le temps de voir s'il n'incube aucune maladie contagieuse, le temps de voir si son développement est normal. Son régime alimentaire est déterminé exactement. Si c'est un enfant délicat, et souvent les abandonnés sont délicats, des nourrices sont là qui lui donnent leur lait.

Le temps d'observation écoulé, le bébé est envoyé à Antony, à la « Pouponnière de l'Assistance Publique » qui se nomme aussi « Centre d'adaptation à l'allaitement artificiel » et fonctionne depuis 1927. Il y reste jusqu'à l'âge de trois mois, ou, s'il les a déjà, le temps que le médecin juge utile. Ensuite, on l'enverra à la campagne. Il faut que la transition ne soit pas trop brutale entre la salle d'hôpital d'où il vient et la modeste maison campagnarde où il va. Il a vécu jusqu'ici dans une température très chaude et égale. Plusieurs infirmières s'occupaient de lui; son régime était réglé chaque jour par le docteur; lait de femmes, médicaments, aliments compliqués ou difficiles à préparer étaient à sa disposition. A Antony, on l'habitue progressivement à ne plus se nourrir que de lait de vache; on l'endurcit au froid, aux variations de température.

Quand il quitte la pouponnière, c'est un bébé déjà

aguerri qu'on donne à l'une des nourrices d'un centre d'élevage qui le gardera jusqu'à dix-huit mois.

L'Assistance Publique a créé des Centres d'Elevage depuis 1922, à l'imitation des œuvres privées qui en obtenaient d'excellents résultats. En voici, telle que la donne M. le Docteur Bourguin, la définition : « Les centres d'élevage sont destinés à remédier à la fois aux inconvénients du placement en nourrice et des pouponnières. Ils consistent à placer l'enfant à la campagne, dans des familles groupées sous la surveillance d'un médecin-inspecteur et d'une visiteuse d'hygiène de l'enfance. L'infirmière visiteuse complète la surveillance du médecin qui assure la consultation des nourrissons à laquelle les enfants sont régulièrement conduits. »

En cas de maladie de l'enfant, l'infirmière visiteuse assure les soins nécessaires et parfois même le petit malade peut être installé dans une infirmerie annexée à la consultation des nourrissons.

Le danger des épidémies est ainsi supprimé et les soins d'une infirmière compétente sont d'autre part assurés à l'enfant.

A dix-huit mois, le petit pupille quitte le « Centre d'Elevage ». On l'envoie dans une famille nourricière, d'où on ne le retirera plus, à moins de raisons très graves. Les nourriciers l'élèveront comme un de leurs propres fils. Le directeur de l'agence des Enfants Assistés de la région vient le voir une fois par trimestre, le médecin une fois par mois, jusqu'à ce qu'il ait deux ans, — et ensuite une fois par an s'il n'est pas malade. En cas de maladie, il vient aussi souvent qu'il le faut. Le pupille est vacciné contre la variole et la diphtérie.

A cinq ans, ses parents nourriciers l'envoient à l'école où il prépare le certificat d'études.

L'enfant a maintenant treize ans. S'il est très intelligent, des bourses lui permettront de continuer des études. S'il manifeste des aptitudes bien déterminées pour un métier ou une profession, on lui donne le moyen de s'y adonner, soit après un apprentissage, soit par un stage dans une école professionnelle. Si enfin, il n'a pas

de préférence, le directeur de l'agence le placera à gages dans une exploitation agricole où, à chaque fois que cela est possible, le contrat est fait avec les nourriciers qui emploient le pupille aux travaux de la maison.

Le pupille gagne sa vie, mais il ne garde qu'une partie de son argent. Il donne le reste à l'Administration qui le place à la Caisse d'Epargne. Cette prévoyance fait qu'au moment de sa majorité, l'enfant aura quelques billets de mille francs fort utiles à son établissement.

Cet état de choses dure jusqu'à la majorité légale du pupille, soit vingt et un ans. A cet âge, il s'émancipe, l'Assistance Publique lui rend compte de sa tutelle et n'a plus aucun droit sur lui. Par contre, il peut encore s'adresser à elle en cas de difficulté, et s'il se marie avant vingt-cinq ans, elle le dotera.

Voici donc théoriquement comment s'écoule la vie d'un pupille de l'Assistance Publique, de son admission à sa majorité. Etroitement surveillé par l'Administration, l'enfant ne s'en rend que très peu compte. Sa première année ne lui laisse pas de souvenirs et les suivantes ne lui laissent que le souvenir de sa vie chez les nourriciers. S'il est heureux chez eux, et de caractère simple, les visites régulières de l'inspecteur de l'Assistance ne lui auront pas fait croire qu'il est un « enfant pas comme les autres ».

La situation est un peu moins brillante s'il s'agit d'un enfant maladif qui passe dans un hôpital plusieurs années. Elle est moins brillante encore s'il s'agit d'un enfant émotif, instable ou simplement difficile. Pour certains de ceux-là, le fait de se sentir justement « pas tout à fait comme les autres » peut être le point de départ d'un trouble grave du caractère. Dans ce cas-là, l'absence de milieu familial et d'affection d'une part, le séjour dans une maison d'éducation surveillée d'autre part, n'arrangeront rien.

II

Après avoir vu comment fonctionnent les rouages du service des Enfants Assistés, il faut essayer d'en apprécier le rendement, tant du point de vue sanitaire qu'intellectuel et moral.

1. — *Morbidité et mortalité des Enfants Assistés.*

Souvent les enfants abandonnés n'ont pas la même résistance physique que les enfants légitimes. Cela tient, pour M. Sarraz-Bournet, « aux circonstances de leur conception, de leur gestation, de leur mise au monde, quelquefois de leur abandon ».

Ces enfants sont une charge depuis le moment de leur conception. Ils sont voués à l'abandon avant même de voir le jour. Leur mère a parfois dissimulé sa grossesse, quand elle n'a pas tenté de l'interrompre. Elle a travaillé jusqu'à son terme, accablée de soucis de toutes sortes.

Leur poids de naissance est faible, souvent inférieur à la normale; beaucoup d'entre eux sont des prématurés et naturellement il y a autant d'hérédités chargées parmi eux que parmi les autres enfants.

Certains sont abandonnés presque dès leur nais-

sance. Ils n'ont jamais été au sein. D'autres sont amenés à leur sortie de la Maternité et ont été sevrés brutalement. Ces deux éventualités sont mauvaises.

Enfin, ceux qui arrivent plus âgés à l'hospice ont souvent été mal nourris et mal soignés jusque là et sont en mauvaise condition physique.

Tout cela va expliquer dans une certaine mesure la grande mortalité qui sévit encore parmi les pupilles de l'Assistance Publique.

Sur ce chapitre, les chiffres sont plus éloquents que toutes autres considérations. Ceux que voici sont empruntés à la « Statistique de la Mortalité des Enfants Assistés », parue en 1937 par les soins du Ministère de la Santé Publique.

Voici d'abord, étudiée pendant dix années, la mortalité des Enfants Assistés de zéro à un an, comparée à celle des enfants de la population générale. Les chiffres donnés se rapportent au nombre de décès pour mille naissances vivantes.

ANNÉE	ENFANCE PROTÉGÉE	ENFANCE GÉNÉRALE
—	—	—
1925.....	201	91
1926.....	220	98
1927.....	174	84
1928.....	177	93
1929.....	179	96
1930.....	156	79
1931.....	136	77
1932.....	116	75
1933.....	101	74
1934.....	93	69
1935.....	82	69
1937 Pupilles seulement	86	65

L'examen de cette statistique doit s'accompagner de deux observations.

La première est que les chiffres de la colonne de gauche englobent l'Enfance Protégée en général et non pas seulement les Enfants Trouvés ou Abandonnés. Tout ce que l'on peut dire sur la débilité et la moindre résis-

tance des petits abandonnés n'est plus justifiable lorsque l'on parle d'enfants secourus, en garde ou en dépôt. Ceux-ci n'ont pas de raison d'être plus fragiles que le reste de la population enfantine de France.

La deuxième critique est la suivante : la première année pour « l'Enfance Générale » va de zéro à trois cent soixante-cinq jours, alors que pour « l'Enfance Protégée » elle ne va que de la date d'admission dans le service à trois cent soixante-cinq jours. Il est exceptionnel que le nouveau-né soit abandonné dès sa naissance. Sur les trois cent trente-cinq bébés de moins d'un an recueillis à Paris en 1937, onze seulement avaient moins de dix jours. Or la mortalité dans les dix premiers jours est très forte. Elle représente la moitié de la mortalité du premier mois qui est égale elle-même au tiers de la mortalité de la première année.

Donc, les chiffres de cette statistique ne sont pas exactement comparables. La mortalité de l'Enfance Générale apparaîtrait comme beaucoup plus faible encore si elle n'allait que de dix jours à un an.

Franchi le cap de la première année, les Enfants Assistés vont-ils résister aussi bien que les autres ? Une autre statistique, puisée à la même source que la précédente donne les chiffres suivants pour les enfants de un à deux ans.

ANNÉE	ENFANCE PROTÉGÉE.	ENFANCE GÉNÉRALE
1925.....	73,5	18,6
1926.....	69,6	19,2
1927.....	57,7	16,4
1928.....	66,3	17,7
1929.....	51,0	17,5
1930.....	38,1	13,8
1931.....	43,3	13,9
1932.....	39,5	13,9
1933.....	30,9	11,9
1934.....	25,0	11,5
1935.....	26,0	—

La différence de mortalité s'est donc encore accentuée aux dépens des Abandonnés. Elle a toujours été au moins deux fois plus forte que celle des autres enfants.

Pourtant cette fois, la statistique porte sur le même laps de temps d'une part, et d'autre part, un enfant d'un à deux ans peut être élevé exactement de la même façon qu'il soit pupille de l'Assistance ou non. L'importance de l'alimentation n'est plus la même que pendant la première année. Pour un nourrisson, la question de l'allaitement maternel ou artificiel est primordiale. Pour le bébé de quinze mois, le régime peut être le même quelle que soit la personne qui le lui donne, mère ou nourrice.

Donc, pour que la différence soit si grande entre les deux catégories, il faut que d'autres facteurs interviennent. Malgré tous les efforts faits ces dernières années, la surveillance des nourrices n'est pas assez efficace, les centres d'élevage sont trop peu nombreux, les consultations de nourrissons trop rares et les nourrices pas assez payées. M. Sarraz-Bournet donnait déjà toutes ces raisons en 1929, dans son rapport sur la mortalité des Enfants Assistés.

Etudier les statistiques de la mortalité des enfants assistés par rapport à celle des autres enfants de deux ans à vingt et un ans serait fastidieux. Au fur et à mesure que le nombre d'années augmente, les différences entre les deux catégories s'estompent. Cela tient certainement à ce que les conditions de vie deviennent les mêmes pour tous. On peut penser aussi que les assistés ont payé un si lourd tribut à la mort les deux premières années que ceux qui restent sont vraiment les plus résistants.

2. — *Avenir des Enfants Abandonnés.*

Le but de l'Assistance Publique est de ramener à la campagne tous ses pupilles, d'en faire des paysans. Il faut qu'ils soient vraiment doués pour qu'on leur fasse

poursuivre des études, pour qu'on les aide à s'élever dans l'échelle sociale.

Jusqu'à quatorze ans ils vont à l'école très régulièrement, surveillés d'une part par l'inspecteur de l'Assistance, d'autre part par l'instituteur. Il arrive qu'ils soient des élèves plus réguliers que les enfants légitimes de leurs nourrices, moins bien surveillés.

Cette assiduité scolaire explique que presque tous soient reçus au certificat d'études. Quelques-uns obtiennent des bourses pour les lycées ou d'autres écoles. Sur dix mille trois cent soixante-dix-neuf pupilles de plus de treize ans, la seule Assistance Publique de la Seine en comptaient quatre cents qui continuaient leurs études, soit une proportion de 3,7 %. Cette proportion est sensiblement la même pour le reste de la France. Elle pourrait être un peu plus élevée, mais l'Administration ne dirige l'un de ses pupilles vers l'Université que sûre d'une belle réussite. Elle a une peur très grande d'en faire un déclassé, soit qu'il soit encombré de diplômes inutiles, soit que n'ayant pu obtenir ces diplômes, il considère comme indigne de lui de retourner cultiver la terre. A juste titre, elle estime qu'une licence obtenue à grand'peine, un obscur emploi de bureau, « ne paient pas » de plusieurs années d'études coûteuses, et que ce ne sont pas des garanties de bonheur ni de santé.

Ce système lui donne d'ailleurs de très bons résultats.

D'Alembert n'est pas le seul Enfant Trouvé qui se soit illustré. Nous avons d'autres exemples plus près de nous, mais, sauf pour quelques-uns d'entre eux comme Henri Robert ou François Albert, il n'y a que l'Administration qui connaisse leur passé, et elle est tenue là-dessus au secret professionnel. Il est impossible de savoir exactement dans quelle proportion les anciens pupilles arrivent à se distinguer de l'ensemble. Les rares chiffres que l'on peut avoir sont éloquentes : sur les quatre-vingt-dix inspecteurs de l'Assistance Publique nommés au concours (ce concours est difficile) cinq ont été des Enfants Assistés, soit 5,5 %.

Quelques-uns deviennent instituteurs. Dans l'ensemble, ils se fixent à la campagne et sont travailleurs agri-

coles, propriétaires, artisans ou petits commerçants. Certains reviennent à la ville en dépit de tout. On les retrouve dans des usines. Ils se marient. A cet égard, le mariage semble favoriser davantage les filles en leur permettant de s'évader de l'Assistance Publique et d'oublier leur origine.

Oublier leur origine, et surtout la faire oublier aux autres, semble être le grand souci des pupilles qui ont « réussi ». Presque tous se sentent marqués, et ce devrait être une règle pour leurs éducateurs que de les persuader qu'ils ne sont nullement responsables de leur abandon. L'orphelin n'a pas dans la vie le même sentiment d'infériorité que l'abandonné. Il se sent quelquefois malheureux, jamais coupable. C'est cet état d'esprit qui devrait toujours être celui du « petit de l'Assistance » et aussi de tous ceux qui l'approchent, de près ou de loin.

« Ceci est une autre histoire », dirait Kipling. On touche là à tous les préjugés, à toutes les idées préconçues qui embarrassent encore l'esprit et le cœur de beaucoup de gens et qui se résument ainsi : « On ne sait pas seulement d'où vient cet enfant. » C'est une formule très surannée, très malveillante et dépourvue de bon sens. Pour la suivre à la lettre, on préférerait à un enfant trouvé normal à tous égards et de bonne santé, le rejeton lamentable d'un père syphilitique et d'une mère alcoolique, sous prétexte qu'on connaît son nom et ses défauts.

Un enfant trouvé, sans malformation, maladies ou tares aura le même développement physique que l'enfant légitime dans les mêmes conditions et l'hérédosyphilis d'un assisté exige la même thérapeutique que celle d'un enfant en milieu familial.

Quant au développement moral et intellectuel, l'influence du milieu et de l'éducation ont tant de prise sur lui qu'on ne peut songer raisonnablement à leur opposer un atavisme ou hérédité.

Ceci amène à envisager la valeur médico-sociale des Enfants Assistés.

3. — *Valeur médico-sociale des Enfants Abandonnés.*

Ce problème des Enfants Abandonnés serait singulièrement simplifié si tous les pupilles étaient des enfants normaux, de caractère facile, d'intelligence moyenne, atteints tout au plus de maladies curables. Malheureusement un certain nombre d'entre eux sont des anormaux.

Il en est qui sont anormaux physiquement : soit de naissance comme les sourds-muets, ou les aveugles, ou les épileptiques, soit à la suite d'une maladie grave comme les paralytiques, ou les hémiplegiques. Il n'y a pas de raisons pour que la proportion de ces enfants soit plus grande à l'Assistance Publique que dans l'ensemble de la population. Les parents n'abandonnent pas plus facilement celui de leurs enfants qui n'a pas le même développement que les autres et qui leur est une charge plus grande. C'est au contraire un lieu commun de dire que les mères s'attachent particulièrement au plus faible, au plus misérable de leurs rejetons.

D'autres enfants sont des anormaux de l'intelligence, soit qu'elle leur fasse à peu près totalement défaut — ce sont les « idiots » de la classification de Binet et Simon — soit qu'ils soient arriérés à des degrés variables — les « imbéciles » et les « débiles mentaux » des mêmes auteurs.

La proportion de ces enfants n'a pas non plus de raisons d'être plus élevée à l'Assistance Publique. L'arriération mentale sous toutes ses formes est une tare congénitale et ne se révèle pas dès la naissance, dans la plupart des cas.

D'autres enfants enfin sont des anormaux du caractère, des sujets difficiles, ou qui ne peuvent se plier aux disciplines de la vie en société, et aussi des pervers et des délinquants en puissance. Il est impossible d'avoir des chiffres exacts pour les dénombrer. Il semble bien, cependant, que le pourcentage de ceux-ci soit un peu plus élevé à l'Assistance Publique que dans le reste de la population. Il faut s'empresse d'ajouter que la faute n'en incombe pas à cette administration.

La majorité des pupilles de cette catégorie a été abandonnée tardivement, après plusieurs années en milieu familial. Si le milieu familial était bon, le seul fait d'être abandonné et transplanté peut être un choc émotif suffisant pour troubler l'équilibre d'un enfant. Plus souvent, le milieu familial était mauvais, l'enfant est arrivé à l'Assistance parce que « moralement abandonné ». Il est chargé d'une lourde hérédité caractérisée et a eu sous les yeux, jusqu'à son admission, des exemples néfastes qui l'ont marqué profondément.

Quel est le sort de tous ces enfants à l'Assistance Publique ? Quel avenir leur réserve-t-elle ?

Les imperfectibles. — Les idiots, les hydrencéphales mènent une vie lamentable. En général, l'administration les confie à des œuvres, religieuses le plus souvent. Ils coûtent très cher, sans aucun espoir d'amélioration.

Les grands infirmes, les paralysés, les anciens poliomyélitiques sont plus misérables encore; ils vont d'hôpital en asile et leur sort est d'autant plus triste qu'ils n'ont pas la tendresse maternelle et familiale que leur cerveau intact les mettrait à même d'apprécier.

Les perfectibles. — Parmi les anormaux de toutes sortes, un grand nombre peut être amélioré par l'éducation.

Les traitements médicaux ou pédagogiques que l'on applique à ces enfants ont tous les mêmes buts : permettre aux arriérés de se suffire dans une certaine mesure. Empêcher les inadaptables sociaux d'être un danger trop lourd pour la société.

Il n'y a pas encore beaucoup d'écoles de perfectionnement ou d'instituts de rééducation pour les arriérés moteurs ou mentaux en France. Presque tous les pupilles de l'Assistance Publique justiciables de ces établissements y sont envoyés, alors que bien souvent des enfants légitimes de même catégorie sont plus négligés, dans les classes pauvres, s'entend. Faute d'argent et faute d'une surveillance efficace, ils grandissent et se développent comme ils peuvent et seront plus tard les « idiots du village » et les « estropiés » qui mendient sous les porches des églises.

Ce sont les seuls enfants pour lesquels le fait d'être de l'Assistance ressemble à un avantage.

Les pupilles vicieux ou difficiles doivent être placés, aux termes de la loi du 27 juin 1904, dans des écoles professionnelles ou même confiés à l'administration pénitentiaire. Actuellement encore, cette loi est appliquée avec plus ou moins de rigueur. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si les résultats sont médiocres. Ils paraissent même nettement inférieurs à ceux que l'on obtient avec les enfants semblables du reste de la population.

Le dépistage de ces enfants est souvent tardif. Or un traitement précoce est un des meilleurs éléments du succès.

Les établissements parfaits sont rares. Les pupilles y sont envoyés de préférence. L'Ecole Départementale de la Seine-et-Oise à Montesson ne compte-t-elle pas, sur ses quatre cents pensionnaires, quarante élèves qui lui viennent des Enfants Assistés de la Seine. D'autres écoles dépendent de l'Assistance Publique et admettent uniquement ses pupilles, comme Yvetot, par exemple. Pour les autres, on les répartit dans des établissements privés, les filles sont placées dans les « Bons Pasteurs », établissements religieux tous animés des meilleures intentions, mais de valeur fort inégale.

Les pupilles qui relèvent de l'Assistance Pénitentiaire ne sont pas tous placés dans les huit Institutions Publiques d'éducation surveillée (qui sont les anciennes colonies pénitentiaires) de l'Etat. Au 1^{er} janvier 1939, il n'y avait dans ces centres que vingt et un pupilles difficiles ou vicieux : quatre filles et dix-sept garçons, sur un effectif total de mille quatre cents. Les œuvres privées de même sorte entretiennent chaque année quatre mille cent quinze élèves (chiffres communiqués par M. Chauveau, du Ministère de la Justice)¹, dont un nombre inconnu d'enfants de l'Assistance.

La tutelle des pupilles « vicieux ou difficiles » après

1. Nous n'avons pu obtenir de précisions sur les conditions d'admission de ces enfants à l'Assistance Publique (moralement abandonnés ou enfants trouvés).

leur passage dans un établissement d'éducation surveillée n'est pas assez vigilante. On ne peut affirmer que le comportement d'un enfant est définitivement normal que si la transition entre le régime de l'école et la liberté absolue a été effectuée parfaitement. La visite trimestrielle de l'Inspecteur de l'Assistance Publique, ses conseils de vertu parfois maladroits, sont insuffisants pour consolider les résultats de la rééducation. Il faudrait que le placement de tels sujets soit minutieusement étudié et qu'ils ne se sentent seuls dans l'existence à aucun moment. Leur situation est particulièrement critique. Les autres pupilles ont retrouvé une famille en nourrice. Eux, après avoir été abandonnés par leurs parents sont abandonnés une seconde fois par leurs nourriciers qui ne veulent plus les revoir. Leurs patrons sont souvent méfiants avec eux et comme ils ont plus de seize ans, s'ils se laissent aller à commettre une faute quelconque ce ne sont plus les portes d'une école qui s'ouvriront, mais celles d'une prison.

En résumé, l'avenir des pupilles de l'Assistance Publique anormaux, physiques, mentaux ou caractériels, est sombre, et, du point de vue administratif, ce sont eux qui coûtent le plus cher et sont l'objet de « pensions supplémentaires ».

III

L'élevage et l'éducation des Enfants Abandonnés sont des charges difficiles et coûteuses.

A force de recueillir chaque année six mille enfants abandonnés et d'en secourir un certain nombre d'autres, le Service des Enfants Assistés de la France entière avait sous sa protection :

En 1931 :	170.616	enfants
En 1932 :	173.306	—
En 1933 :	169.622	—

et le budget de ce service pendant ce temps a été :

En 1931 :	de 242.936.900	francs
En 1932 :	de 252.161.400	—
En 1933 :	de 253.739.700	—

Ces sommes énormes ont permis de pourvoir non seulement à l'entretien des enfants, mais au paiement des nourrices et des fonctionnaires de tous ordres du service. Elles comprennent aussi les secours accordés à certaines familles pour leurs enfants.

Les layettes et les vêtements ont coûté :

En 1931 :	19.859.500 francs
En 1932 :	20.594.900 —
En 1933 :	19.502.600 —

Les nourrices ont partagé entre elles une somme de :

18.451.400 francs en 1931
18.970.700 francs en 1932
15.714.900 francs en 1933

Les traitements des fonctionnaires, l'entretien des bâtiments, les dépenses générales en somme, ont absorbé :

En 1931 :	51.725.500 francs
En 1932 :	51.593.100 —
En 1933 :	52.318.700 —

Il est bon cependant de ne pas se laisser émerveiller par des nombres aussi impressionnants et voir ce qu'ils sont appliqués à chaque enfant. Voici quelques prix de pension pour les années 1931, 1932 et 1933.

Pour les pupilles de un jour à deux ans, les mois de nourrice variaient de cent trente-cinq à deux cent cinquante francs et la majorité était de cent soixante-quinze francs.

Les pupilles plus âgés étaient censés coûter moins cher à leurs nourrices qui ne recevaient pour prix de pension que des sommes allant de cinquante-cinq à cent quatre-vingts francs.

Tous ces tarifs ont d'ailleurs été révisés et voici ceux qu'indique M. Rauzy, Inspecteur général des Services de l'Enfance dans son rapport de 1937.

Pour les pupilles de un jour à deux ans, les mois de nourrice sont maintenant de cent cinquante à trois cent cinquante francs, ce qui représente une amélioration notable.

Pour les pupilles plus âgés, l'amélioration est plus notable encore puisque les nourriciers reçoivent par mois de cent dix à deux cent cinquante francs.

D'après l'Administration, plus l'enfant est petit, plus il coûte cher. Il serait bon de revoir cette formule. Plus un enfant est petit plus il exige de soins et d'attention, mais non pas d'argent. La nourrice donne certes plus de temps à l'enfant de quelques mois qui ne la quitte pas qu'à l'écolier qui ne rentre qu'à l'heure des repas. Mais la nourriture de ce dernier est au moins aussi coûteuse que celle du tout petit.

Tout ceci donne l'impression que l'administration table sur les sentiments qui peuvent attacher les nourriciers et pupilles et qui fait qu'après quelques années de vie commune, les nourriciers trouvent naturel de faire pour les « petits de l'Assistance » les mêmes sacrifices que pour leurs propres enfants. Ce calcul, si calcul il y a, est souvent juste, mais pas toujours. Les conséquences de la diminution de la pension sont parfois désastreuses. Les voici telles que les signale M. Rauzy, dans son rapport de 1937.

« Tout d'abord il est difficile d'obtenir des parents nourriciers le respect de la fréquentation scolaire; ensuite, il est à redouter que les pupilles ne soient astreints à des travaux au-dessus de leurs forces. Enfin, les pupilles sont obligés de changer à différentes reprises de parents nourriciers, ce qui ne leur permet pas de s'intégrer dans une nouvelle famille d'adoption »... on voit des enfants « ayant changé deux, trois et même quatre fois de parents nourriciers ».

DEUXIÈME PARTIE

CONSIDÉRATIONS SUR LES MOYENS
MIS EN ŒUVRE TANT POUR PRÉVENIR
LES ABANDONS QUE POUR AMÉLIORER
LE SORT DES ENFANTS ABANDONNÉS

IV

L'évolution sociale contemporaine donne l'actualité au problème des Enfants Assistés.

Le père de famille avait, dans l'antiquité, droit de vie et de mort sur ses enfants. Ces droits se sont réduits de telle sorte que maintenant il n'a plus guère que des devoirs vis-à-vis d'eux.

Certaines lois consacrent ces devoirs. Il est obligatoire de faire vacciner les enfants, il est obligatoire de les envoyer à l'école, il est interdit de les faire travailler avant la quinzième année. La Justice intervient de même pour protéger les enfants maltraités; une première sanction retire aux parents la garde de leurs enfants pendant quelque temps; une seconde est la prononciation définitive de la déchéance paternelle.

Les usages sont tout aussi impérieux que les lois. Autrefois, l'assistance aux tout petits était le privilège de quelques bonnes œuvres, religieuses pour la plupart. Il s'agissait presque uniquement d'assistance à domicile et les visites n'étaient pas toujours bien accueillies. Maintenant, les consultations de nourrissons, les dispensaires privés ou municipaux, les bureaux de bienfaisance sont entrés dans les mœurs. Les infirmières visiteuses et les Assistantes Sociales ne sont plus considérées comme des intruses et ce sont les mères qui, d'elles-mêmes, vont réclamer leurs bons offices. L'Etat contri-

bue d'ailleurs à l'entretien des enfants, que ce soit sous forme d'aide aux familles nombreuses, d'allocations familiales, ou de primes à la natalité. Dans certains pays même, le réseau de protection de l'enfance est si serré que ce sont les gouvernements qui assurent presque complètement la charge de l'éducation et de l'élevage des enfants. Sans aller jusqu'à ces solutions extrêmes, il faut bien reconnaître que la vie actuelle ne permet plus aux femmes de rester tranquillement chez elles à dorloter leurs enfants. Un grand nombre d'entre elles travaillent et c'est pour presque toutes une obligation que de les confier à d'autres personnes pendant la journée.

Les enfants sont d'ailleurs beaucoup moins qu'autrefois confinés dans le milieu familial. A quelque classe sociale qu'ils appartiennent, ils mènent à peu près la même existence. Ils fréquentent les mêmes écoles, les mêmes clubs sportifs, les mêmes camps de vacances. Les pauvres petits garçons et les petites filles modèles qui ne sortaient que solidement encadrés de leurs père et mère se font de plus en plus rares et c'est tant mieux.

Cette situation nouvelle a des répercussions immédiates sur le problème des enfants abandonnés. Ils ne sentent plus autant qu'autrefois l'opprobre des « sans famille » et surtout il est beaucoup moins difficile qu'autrefois de les élever à peu près comme les autres.

D'autre part, on se préoccupe davantage de la mère qui ne peut subvenir à l'entretien de son enfant. L'aide lui vient parfois même, avant qu'elle ne l'ait sollicitée.

Il résulte de ceci qu'il existe maintenant toutes sortes de moyens, pour la plupart déjà mis en œuvre, tant pour empêcher les abandons que pour améliorer le sort des enfants abandonnés.

V

L'abandon est également autorisé en France et s'il s'agit d'un enfant de moins de sept mois, il peut être anonyme. Il n'en est pas de même dans tous les pays. Certaines législations punissent de prison les parents coupables d'abandon. D'autres aident la mère à élever son enfant, mais celle-ci doit dénoncer le père — il en est ainsi en Suède et en Norvège. D'autres enfin recueillent l'enfant, mais ne veulent pas du secret de l'abandon, — il en est ainsi en Angleterre.

La législation soviétique mérite une mention spéciale. « Le gouvernement a établi ce principe que la maternité est la fonction sociale de la femme. La femme, par conséquent, a le droit d'exiger de l'Etat une protection sociale pour elle-même et pour son enfant »¹. La recherche de la paternité est autorisée, mais il n'existe pas d'enfants illégitimes. Les conditions familiales anormales ne peuvent donc pas jouer en faveur des abandons comme dans d'autres pays (filles-mères, enfants naturels, etc.).

Pour juger de la valeur de ces différents systèmes, il est bon de passer en revue les causes des abandons et de voir les plus fréquentes. Voici la classification que donnait Yvan Roussel en 1928 et qui est toujours d'actualité².

1. Y. ROUSSEL. — *De la lutte contre l'abandon de l'enfant nouveau-né*. Thèse de Nancy 1928.

2. *Ib.*

Misère	60 %
Déshonneur	35 %
Inceste	4 %
Viol	1 %

Voici d'autre part les renseignements que nous avons recueillis personnellement à l'Hospice des Enfants-Assistés.

On y distingue deux sortes d'abandons :

1. *Les abandons directs* : L'enfant est amené par ses parents ou par des tiers, ou bien il a été trouvé.

2. *Les abandons indirects* : a) L'enfant est envoyé à l'Assistance Publique par la nourrice à qui ses parents l'avaient confié mais qu'ils ne payaient pas;

b) L'enfant est remis par décision judiciaire à l'Assistance Publique qui reçoit délégation de la puissance paternelle.

C'est dans la première catégorie qu'il y a les abandons inévitables, ceux qui concernent les enfants de prostituées, de jeunes filles de famille, de victimes de viol. Ces abandons-là, aucun raisonnement, aucun secours, aucune loi ne pourra les interdire.

Pour presque tous les autres, la misère est une des causes de l'abandon. Il est exceptionnel qu'elle soit seule en cause et seule avouée. Néanmoins les primes d'accouchement, les allocations de toutes sortes, les secours préventifs d'abandon seraient plus élevés, bien des abandons pourraient être évités. La crainte de la misère entre en jeu quelquefois. La jeune mère a peur de ne pouvoir se tirer d'affaire et de rendre son enfant malheureux. Quelquefois aussi, il s'agit d'une femme qui élève péniblement mais honorablement un ou deux enfants. Une bouche de plus à nourrir grève lourdement le petit budget et les aînés en pâtiraient.

La misère est la principale cause également des « abandons indirects » par nourrices impayées. La mère place son enfant en nourrice, paie régulièrement les

mois de nourrice pendant quelque temps, puis ne donne plus de ses nouvelles. Quelques-unes de ces femmes ne peuvent vraiment plus s'acquitter ; d'autres se sont laissées entraîner et abandonnent leur enfant par indifférence ; d'autres enfin, qui sont dans le dénuement, spéculent sur le bon cœur de la nourrice ; elles espèrent que cette nourrice gardera malgré tout le bébé auquel elle s'est attachée, et qu'il sera mieux là qu'à l'Assistance Publique. Donc un grand nombre de ces abandons-là pourraient être évités.

Les enfants qui sont confiés à l'Assistance Publique par décision judiciaire augmentent chaque année. C'est un genre d'abandon qui n'a pas de rapport avec les autres. Le sort de ces enfants est beaucoup meilleur à l'Assistance Publique que dans leurs familles. Les tribunaux prononcent plus rapidement qu'autrefois la déchéance paternelle ; d'autre part, c'est à l'Assistance Publique qu'ils délèguent systématiquement la puissance paternelle. Donc cette catégorie d'abandons ne peut pas diminuer, et ne le doit pas puisqu'elle est l'intérêt même des enfants.

Il peut paraître surprenant que tant d'abandons soient encore dûs à la misère à une époque où l'on parle tant *d'assistance à la femme et à l'enfant*. L'aide apportée par la société n'est pas assez grande encore. Il suffit pour s'en persuader de voir quel avenir a devant elle la mère pauvre qui a peur de ne pouvoir élever son bébé, de le rendre malheureux. Avant même qu'il ne soit au monde, elle a décidé qu'elle l'abandonnerait, le plus tôt donc sera le mieux, car elle redoute de s'y attacher. Les femmes qui élèvent et nourrissent leur enfant jusqu'à six semaines le voient s'éveiller à la vie, leur dédier ses premiers sourires ; elles éprouvent un véritable déchirement à s'en séparer et ne s'y résignent que rarement.

A sa sortie de la Maternité, cette pauvre mère s'en va au bureau d'abandon, à Paris, par exemple, à l'Hospice des Enfants Assistés. Le service des Enfants Assistés de la Seine est le plus riche de France et l'un des mieux organisés. On la fait entrer dans une salle d'attente

tapissée d'affiches suggestives : « Maman ne m'abandonne pas, --- Mères, n'abandonnez pas vos enfants. » D'autres affiches lui montrent les rigueurs de l'abandon : Elle ne saura plus de son enfant que s'il vit ou s'il est mort. D'autres encore lui montrent de quelle façon on l'aidera. Puis une personne vient auprès d'elle, essaie de la convaincre de garder son petit.

Elle ne se laisse pas convaincre. Elle repasse seule la grille de l'Hospice. Elle est libre de vivre ; elle pourra travailler et même s'amuser plus facilement qu'avec un bébé. S'il s'agit d'une fille-mère, elle se mariera facilement. Pas un centime de son salaire n'ira au nouveau pupille ; en un mot, elle aura la même vie « qu'avant », au remords et au souvenir près. Souvent d'ailleurs le remords est très violent et gâche la vie de ces femmes. Certaines deviennent névrosées. Elles n'ont plus d'autres maternités. D'autres désirent reprendre leur enfant dès que leur situation est améliorée. L'expérience prouve que ces remises aux familles ne sont pas fameuses, les enfants ayant souvent une rancune terrible pour les parents qui les ont abandonnés.

Voici le cas où la pauvre mère s'est laissée convaincre. Que lui propose-t-on pour l'aider à l'Hospice des Enfants-Assistés ? Un séjour à la Maison Maternelle de Châtillon, de quelques mois, pendant lesquels elle pourra allaiter son enfant et n'aura pas de soucis immédiats. Elle ne pourra accepter ce séjour qu'à la condition de n'être pas mariée : Châtillon n'admet que les femmes seules, qu'à la condition aussi de n'avoir pas d'autres enfants : qui s'en occuperait ? La personne préposée au bureau d'abandon sait bien qu'un peu d'argent serait souvent plus persuasif que les meilleures paroles. Mais elle n'a pas qualité pour en donner, ni crédits. Si elle a un besoin immédiat d'argent, la femme « en mal d'abandon » devra aller avenue Victoria, au services des Enfants Secourus. Là on lui donnera un « secours de premiers besoins », de 100 francs en général.

Voici les ressources dont elle dispose suivant qu'elle veut travailler ou rester chez elle ; garder son enfant avec elle ou le mettre en nourrice.

1^{er} cas : elle veut rester chez elle et garder son enfant.

Le service des Enfants Secourus de l'avenue Victoria lui donne 100 francs de secours de premiers besoins et quelques secours en nature (layette, berceau), etc.

Plus tard, elle recevra chaque mois le secours préventif d'abandon :

120 francs la première année ;

80 francs la deuxième année ;

60 francs la troisième année.

Si elle travaillait avant l'accouchement, elle a le bénéfice de la loi Strauss et touche 210 francs en deux fois.

Si elle nourrit son bébé, elle a droit aux primes d'allaitement qui sont de :

45 francs les six premiers mois ;

15 francs les six mois suivants.

En plus de tout cela, plusieurs œuvres privées lui apporteront une aide et des secours qui ne sont pas négligeables.

En résumé, les six premiers mois, la jeune mère dispose de 200 francs par mois. Les six mois suivants, elle dispose de 135 francs par mois.

Une femme ne peut pas vivre à Paris ou dans le département de la Seine, avec un bébé, pour 135 francs, ni même 200 francs par mois. *Cela est impossible.*

2^e cas : elle veut travailler mais garder son enfant avec elle.

La jeune mère a cette fois les mêmes ressources que dans le cas précédent. Elle touche en plus son salaire et les allocations familiales s'il y a lieu. Elle a droit après son accouchement à quatre ou six semaines de repos, suivant qu'elle dépend de la loi Strauss ou de la loi des Assurances Sociales. Si cette jeune femme gagne bien sa vie, les « secours préventifs d'abandon » seront alors un appoint précieux. Mais le salaire moyen des femmes n'est pas très élevé. Une femme qui gagne 400 francs par mois est une femme bien payée. De plus,

l'exercice de la plupart des métiers n'est pas compatible avec l'allaitement maternel. Bien des usines, pour ne citer que ce seul exemple, ne possèdent pas de chambre d'allaitement. La jeune femme perdra donc le bénéfice des primes d'allaitement.

3^e cas : elle veut travailler et pour cela placer son enfant en nourrice.

Du coup, les secours préventifs d'abandon vont diminuer beaucoup. On a estimé que la femme qui place son enfant en nourrice peut travailler librement et gagner sa vie et celle de son petit. Elle ne touchera plus que 110 francs le premier mois, 60 ou 80 francs les mois suivants. Les mois de nourrice coûtant à peu près 200 francs (l'Assistance Publique de Paris elle-même donne 240 francs à ses nourriciers), on voit quelles difficultés devra surmonter la jeune femme qui gagne 400 francs par mois, en touche 110, pour vivre et payer les mois de nourrice. En admettant qu'elle donne chaque mois 200 francs, peut-elle se nourrir, se loger, se vêtir, se chauffer avec 300 francs par mois ? *Non, cela encore est impossible.* Si même elle y parvient, il ne lui est pas permis d'envisager une deuxième grossesse. Elle préférera courir les risques d'un avortement plutôt que de donner le jour à un pupille de l'Assistance.

Ce qui a permis l'établissement d'usages aussi draconiens, c'est l'idée qu'une mère doit se sacrifier pour son enfant et que l'amour maternel vit de sacrifices. C'est pourquoi l'Assistance Publique n'hésite pas à donner davantage à une nourrice mercenaire qu'à une mère.

L'Assistance Publique gagnerait beaucoup à laisser les enfants dans les bras de leur mère. Il n'est que de voir ce que lui coûte un enfant pendant les deux premières années de sa vie, dans le département de la Seine, par exemple.

A l'Hospice des Enfants-Assistés, le prix de journée est de 40 francs environ, soit 1.200 francs par mois.

A la pouponnière d'Antony, où le petit pupille séjourne deux mois en général, le prix de journée est de 80 francs environ, soit 2.400 francs par mois.

Lors du placement familial, les nourrices touchent :

240 francs par mois si l'enfant a moins de vingt et un mois ;

160 francs par mois s'il a de vingt et un mois à quatorze ans.

Nous sommes loin des taux misérables des secours préventifs d'abandon. Ces chiffres sont si éloquents qu'il semble qu'avec un tel budget, la lutte contre l'abandon pourrait être plus efficace encore. Un organisme qui dispose de telles ressources pourrait se permettre de réaliser le vœu de vieux philanthropes. La parole du docteur Lagneau est devenue classique : « La mère indigente doit être la nourrice payée de son propre enfant », disait-il en 1890. Il ne faisait que résumer l'idée qu'exprimait en 1837 M. de Gasparrin, ministre de l'Intérieur, dans un rapport sur les enfants abandonnés. « Si la mère pouvait nourrir son enfant, si au moment de sa naissance, elle n'était pas souvent dépourvue du plus strict nécessaire, elle se déterminerait difficilement à l'abandonner ; si la femme véritablement indigente avait l'espoir d'obtenir un secours alimentaire qui lui permettrait d'élever son enfant pendant les premiers temps, elle le garderait et ne s'en séparerait plus ; il s'agirait donc de remplacer par un bon système de secours à domicile pour la mère, les secours que l'on donne aujourd'hui à l'enfant, dans l'hospice. Il s'agirait de payer à la mère les mois de nourrice que l'on paie à une nourrice étrangère. »

Le programme de M. de Gasparrin est excellent. Ce « bon système de secours à domicile » serait en effet la formule idéale. *On pourrait y arriver par une répartition différente du budget.*

La première des choses à faire serait de donner à la mère une allocation mensuelle égale à la pension que l'on paie aux nourriciers, ou supérieure, 300 francs par exemple. 300 ou 400 autres francs serviraient à organiser la surveillance de la mère et de son enfant, tant médicale que sociale. La surveillance médicale serait réalisée

d'une part par les consultations de nourrissons obligatoires, d'autre part par les visites régulières des infirmières visiteuses. La surveillance sociale serait réalisée par des « Assistantes Sociales » dont le rôle serait très important ; elles s'occuperaient de trouver du travail à la mère si elle le désire ; elles lui donneraient aussi l'impression qu'elle n'est pas isolée dans la vie.

Ce genre d'assistance à la mère et à l'enfant pourrait ne s'exercer que pendant quatre années. A quatre ans, un enfant n'est plus une charge aussi grande qu'à quelques mois. Il va à l'école maternelle ; il peut y déjeuner ; on peut l'envoyer en colonie de vacances ; bref des organismes différents de l'Assistance Publique peuvent le prendre en charge ; son sort se confond avec celui de beaucoup d'autres enfants. Etant plus libre, sa mère peut travailler ; elle trouve un emploi plus facilement ; elle profite des allocations familiales, souvent elle est mieux payée du fait qu'elle dispose de tout son temps.

Bref, l'Assistance Publique ne se serait occupée de l'enfant que pendant quatre années au lieu de quatorze, donc le résultat serait meilleur pour elle. Pour la mère il serait meilleur aussi. Elle élèverait son enfant avec bonheur ; elle envisagerait d'autres grossesses sans terreur. Peut-être même y a-t-il là un moyen de lutter contre la dénatalité. Pour l'enfant lui-même, le résultat serait incomparable. Il serait nourri au sein, et ce seul avantage est énorme. Une récente statistique américaine de Grulee et Sanford, de Chicago, étudie la morbidité et la mortalité de 20.000 enfants suivant leur mode d'allaitement. Voici les chiffres :

Morbidité :

Allaitement au sein, 37 %.

Allaitement mixte, 53 %.

Allaitement artificiel, 64 %.

Mortalité :

Allaitement au sein, 15 morts pour 9.749 enfants.

Allaitement mixte, 59 morts pour 8.605 enfants.

Allaitement artificiel, 144 morts pour 1.707 enfants.

En dehors de cette question d'alimentation, il serait plus facile de le soigner et de l'élever. On connaît ses antécédents et quelle hérédité on peut craindre pour lui. Vivant en milieu familial, il développerait normalement son caractère et son intelligence. Dans l'avenir enfin, il ne se sentirait pas un enfant « pas comme les autres ».

VI

Il y aurait encore des enfants abandonnés même si la mère était « la nourrice payée de son propre enfant ».

Que ferait-on de ceux-là ? Et, tout d'abord, faut-il permettre l'abandon tel qu'il est admis actuellement ? Faut-il l'interdire absolument comme l'ont fait d'autres législations ?

Il ne faut pas interdire l'abandon.

1° Parce que, même s'il était interdit, voire même puni, on trouverait des enfants dans les rues. Etre amenés à l'hospice est pour eux une meilleure solution qu'être exposés sous un porche ;

2° Parce que l'on pourrait craindre de voir se multiplier les infanticides. C'était la grande idée du dix-neuvième siècle, au moment de la suppression des tours. L'expérience a montré qu'il n'y avait pas eu à ce moment de recrudescence des infanticides. L'abandon et l'infanticide ne procèdent pas du même sentiment. Une femme qui tue son enfant est une criminelle ; celle qui l'abandonne est une malheureuse. Ce qui serait davantage à craindre, c'est l'extension des avortements. En tentant d'interrompre une grossesse, les femmes n'ont pas conscience de supprimer une vie.

Il faut permettre l'abandon, mais avec quelques restrictions.

Les admissions sans enquête, telles qu'on les pratique si l'enfant semble avoir moins de sept mois, sont excellentes dans leur principe. Néanmoins, il est tout à fait immoral que la jeune fille qui a accouché dans une maternité secrète, que la femme mariée qui fait porter le nouveau-né à l'hospice par une sage-femme complaisante, s'en aillent tranquilles dans la vie, sans jamais rien devoir à leur petit. Il est plus immoral encore que le père de ce petit ne participe jamais à son entretien. Sans exiger la rigueur de la loi norvégienne qui oblige les femmes à dénoncer le père de leur enfant, il faudrait faciliter la recherche de la paternité et exiger de l'homme mis en cause une sorte d'impôt. Un impôt, prélevé avec une discrétion suffisante, devrait être la rançon de l'abandon, aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Ceci ne serait applicable évidemment que le jour où l'on disposerait de moyens suffisants pour supprimer absolument tous les abandons dûs à la misère.

Cela ferait envisager sous un autre jour la question de l'anonymat de l'abandon, et celle de l'enquête.

L'enquête n'est obligatoire que si l'enfant a plus de sept mois. Pourquoi ce chiffre fatidique ? A sept mois une mère s'est attachée à son bébé, dit-on. A six mois aussi. Il suffit qu'elle en ait eu les premiers sourires, qu'elle s'en soit occupée pendant quelques semaines. Dès trois mois l'enquête pourrait être obligatoire.

L'anonymat a perdu un peu de son importance ; les femmes pensaient qu'il leur assurait l'impunité. Au dix-neuvième siècle, il leur était presque un réconfort. — à celles du moins qui n'étaient pas mariées ou avaient des enfants en dehors du mariage. Les enfants naturels étaient les « enfants du péché » et les mères elles-mêmes en étaient persuadées. Les idées de « déshonneur », de « faute », de « mère coupable » sont passées de mode. L'anonymat pourrait n'être plus maintenant qu'une tolérance dans certains cas pénibles. Les parents seraient

prévenus qu'ils s'engagent tacitement en abandonnant leurs enfants, à payer un impôt supplémentaire, et que le refus de donner leur nom peut les exposer à une enquête indiscrete.

Il faudrait s'efforcer aussi de ne pas admettre d'enfants nouveau-nés, de les laisser six semaines au moins dans les bras de leur mère, pour tenter d'éveiller en elle la fibre maternelle.

Et pourtant il y aurait encore des enfants abandonnés, des parents qui préféreraient s'assujettir à l'impôt plutôt qu'à l'enfant.

Pour ceux-là, le service actuel du Service des Enfants Assistés n'aurait pas besoin de beaucoup de changements. Il serait d'autant meilleur qu'il s'améliore continuellement et qu'il s'appliquerait à un plus petit nombre de pupilles.

Le principe des hospices dépositaires et des pouponnières d'adaptation à l'allaitement artificiel est excellent. L'isolement, la surveillance médicale rigoureuse, l'adaptation progressive aux conditions de la vie campagnarde, l'établissement du carnet de santé sont indispensables.

Le centre d'élevage est une bonne formule aussi puisqu'il permet de confier les enfants à des éleveuses qualifiées. Toutes les femmes d'ailleurs devraient être des éleveuses. Il faut les mêmes connaissances pour élever ses propres enfants que pour élever ceux que l'on vous confie. En s'occupant dès l'école d'inculquer aux filles quelques rudiments de puériculture, presque sous forme de catéchisme, on rendrait service, non seulement aux enfants de l'Assistance, mais à tous les enfants de France. Dans le cas particulier des Enfants Assistés, cela permettrait le placement familial définitif du pupille presque dès son admission. Bien qu'il quitte en général le centre d'élevage vers vingt mois et que la mémoire ne soit guère active à ce moment, il y aurait cependant intérêt à ne pas lui infliger ce dépaysement. Quant aux nourriciers, ils considéreraient le bébé comme un de leurs propres enfants d'autant plus facilement qu'ils l'auraient eu plus petit.

Pour les visites des inspecteurs et des médecins, il suffirait qu'elles soient plus fréquentes et plus régulières pour être tout à fait bienfaisantes.

Il n'y aurait pas que des enfants abandonnés tout petits ; beaucoup auraient quatre, six, huit ans, de même que dans le système actuel. Constituer à ceux-là une famille chez leurs nourriciers est difficile, et il n'existe guère de moyens de simplifier le problème. Ce n'est plus là question de principe mais d'espèce. Tout dépend de la délicatesse de sentiments, de la psychologie, du caractère dont feront montre nourriciers et pupilles.

Une question est actuellement et resterait douloureuse pour les enfants trouvés : celle de l'état civil. Elle est résolue en partie par la circulaire ministérielle du 30 janvier 1912. « Lorsque les parents sont inconnus, on donne un nom et des prénoms à l'enfant, qui sont choisis soit par l'officier de l'Etat Civil, soit par l'administration de l'hospice dans lequel l'enfant trouvé a été porté. » Malgré cela, l'enfant ne peut jamais avoir de pièces d'identité. A-t-il besoin d'un extrait de naissance, il n'obtient qu'un « certificat d'origine » émanant de l'Assistance Publique. Cela n'a rien d'infamant en soi, mais force toujours le pupille ou la pupille à révéler son origine. Certains en sont blessés profondément.

Développer l'adoption familiale serait une amélioration souhaitable dans le fonctionnement du service. C'est le meilleur moyen de replacer l'enfant trouvé ou abandonné dans les conditions d'existence de l'enfant légitime. L'expérience de deux œuvres privées spécialisées, « L'Entra'aide des Femmes Françaises » et la « Fondation Charles-d'Heucqueville » prouve que la chose est facile. Dans ces deux œuvres, les demandes de parents en quête de petits à adopter dépassent de beaucoup le nombre de bébés disponibles. Les résultats sont toujours à peu près parfaits, tant pour l'enfant que pour ceux qui l'ont adopté et ont ainsi complété leur foyer.

Le Service des Enfants Assistés, celui de Paris surtout,

ne favorise pas beaucoup les adoptions, et pourtant ne manque pas d'enfants.

En douze années, de 1924 à 1936, l'Assistance Publique de Paris a fait faire 473 adoptions, ce qui fait une moyenne de 39 par an, alors que la seule Entr'aide des Femmes Françaises en a fait réaliser 84 en l'année 1937 et 71 en l'année 1938, — et que la Fondation Charles-d'Heucqueville, de fondation récente et qui déclare ne « marcher qu'au ralenti » en a fait réaliser 53 en l'année 1938.

Ce serait là un excellent moyen de diminuer encore l'effectif des pupilles de l'Assistance Publique. Il suffirait pour cela d'adoucir quelques règlements de la vieille administration ; de confier « en vue d'adoption », de tout petits bébés au lieu de s'obstiner à les garder jusqu'à deux ans ; de les confier à des gens jeunes même s'ils ne peuvent pas fournir immédiatement le cautionnement de 10.000 francs qu'on exige actuellement. Les résultats les meilleurs sont obtenus avec des parents adoptifs jeunes et des enfants de quelques jours ou de quelques mois.

Enfin, si l'Assistance Publique voulait s'occuper de cette question, cela mettrait un terme aux excès de zèle de certaines entreprises d'adoption qui font signer des actes d'abandon à des mères en larmes, dans le but inavoué mais commercial, de se procurer des enfants.

VII

Il n'est pas possible de terminer une étude sur les enfants abandonnés en France sans s'arrêter au fait que l'Assistance Publique ne les recueille pas tous. Des centaines sont répartis dans des œuvres de toutes sortes ou chez des particuliers. Le sort de quelques-uns est enviable. Le sort de quelques autres est très inférieur à celui des pupilles de l'Assistance Publique.

L'essentiel donc est de trouver un moyen de contrôle assez souple pour laisser où ils sont les heureux, pour assurer une vie meilleure aux malheureux.

Il semble que ce sera le rôle de l' « Inspection Générale des Services de l'Enfance », créée par décret du 2 janvier 1937 et qui a pour mission « d'effectuer le contrôle permanent de ces institutions et œuvres de protection de l'enfance et notamment des inspections départementales de l'Assistance Publique ».

CONCLUSIONS

Le fait qu'il y ait encore en France 6.000 enfants abandonnés chaque année prouve que la protection de l'enfance, malgré les efforts des Pouvoirs Publics, est encore insuffisante.

Au 31 décembre 1936, le service des Enfants Assistés comptait 108.710 pupilles et s'occupait de 126.741 enfants appartenant aux différentes catégories prévues par la loi du 27 juin 1904 (enfants en garde, en dépôt, secourus, protégés).

Le budget de ce service était de l'ordre de 300 millions.

Il semble bien que les catégories d'enfants autres que les pupilles soient destinées à augmenter chaque année, par suite de l'application du décret-loi du 30 octobre 1936, portant révision de la loi Roussel d'une part, et d'autre part par suite de l'évolution sociale, les parents sollicitant des secours plus facilement qu'autrefois.

Par contre, le nombre des enfants abandonnés peut et doit diminuer encore, étant donné les causes mêmes des abandons.

La statistique d'Yvan Roussel est toujours juste :

Abandons dus à la misère, 60 %.

Abandons dus au déshonneur, 35 %.

Abandons dus à l'inceste, 4 %.

Abandons dus au viol, 1 %.

Il est rare cependant qu'une seule de ces causes soit en jeu; plusieurs d'entre elles sont presque toujours intriquées.

Voici l'exemple d'une femme dénuée de ressources ; elle habite le département de la Seine où primes et allocations de toutes sortes ont les tarifs les plus élevés de France. Elle veut abandonner son enfant de quinze jours.

Elle le porte à l'Hospice des Enfants Assistés, ne se laisse pas convaincre par la personne du bureau d'abandon, ne donne pas son nom :

Elle quitte l'hospice.

Elle ne doit rien.

Elle ne contribue en rien à l'entretien de son enfant.

Elle peut travailler, faire ce qu'elle veut.

Elle se laisse convaincre et garde son enfant avec elle :

On lui propose d'aller à la Maison Maternelle de Châtillon passer quelques mois.

Elle touche un secours immédiat de 100 francs et des secours en nature au Service des Enfants Secourus, avenue Victoria.

Elle touche des secours mensuels préventifs d'abandon : 120 francs la première année, 80 francs la deuxième, 60 la troisième.

La loi Strauss lui donne quatre semaines de repos après l'accouchement et 210 francs en deux fois.

Des primes d'allaitement de 45 francs les six premiers mois, 15 francs les six mois suivants.

Elle se laisse convaincre de garder son enfant mais veut travailler :

Elle a les mêmes secours préventifs d'abandon.

Le même bénéfice de la loi Strauss.

Elle touche en plus son salaire et les allocations familiales s'il y a lieu.

Pour travailler, elle place son enfant en nourrice :

Les secours préventifs d'abandon ne seront plus que de 110 francs le premier mois, 60 ou 80 francs les mois suivants.

Il est évident qu'elle peut aller passer quelques mois sans rien payer dans une maison maternelle comme Châtillon, et qu'elle peut prendre ses repas dans une cantine maternelle. Mais maisons et cantines maternelles sont en nombre insuffisant et les places y sont limitées.

Si la femme a d'autres enfants, le séjour y est impossible ; il faut qu'elle soit à son foyer. De plus, les femmes mariées n'ont pas droit à ces secours.

Une femme seule qui ne travaille pas, qui n'a pas de ressources, ne peut pas vivre avec son enfant pour 165 francs par mois ou 200 francs.

Une femme seule qui travaille et qui gagne bien sa vie est heureuse de trouver un appoint de 165 francs par mois.

Une femme seule qui travaille, qui est moyennement payée, ne peut pas toujours vivre elle-même et payer les mois de nourrice de son enfant si elle touche 110 francs le premier mois, 60 ou 80 francs les mois suivants.

L'Assistance Publique dépense beaucoup pour les enfants abandonnés. A l'hospice dépositaire, un enfant coûte 40 francs par jour. A Antony, un enfant jusqu'à trois mois coûte 80 francs par jour. Au centre d'élevage il coûte 240 francs par mois. En nourrice, les nourriciers touchent 240 francs par mois jusqu'à vingt et un mois, 160 francs par mois jusqu'à quatorze ans.

La disproportion est trop grande. Il y a un intérêt moral, médical, économique et social à appliquer la parole du docteur G. Lagneau :

« La mère doit être la nourrice payée de son propre enfant. »

Il faut que l'abandon soit rarement anonyme :

a) Seules les maternités secrètes peuvent être qualifiées pour les admissions sans enquête. Cette réforme doit naturellement s'accompagner de mesures de répression de l'avortement.

b) Les parents qui ont abandonné un enfant doivent être connus de l'Administration et payer une contribution spéciale à chaque fois qu'ils seront en mesure de le faire.

c) Il faut essayer de ne pas admettre d'enfants avant l'âge de six semaines.

Il faut que les secours préventifs d'abandon soient plus larges, donc développer maisons maternelles et primes d'allaitement :

a) Les secours doivent être égaux à la pension que l'on donne aux nourriciers.

b) Ils ne doivent pas diminuer trop tôt : un enfant de dix-huit mois coûte aussi cher qu'un enfant de six mois.

Les mères doivent être mieux surveillées :

a) Surveillance médicale, consultations de nourrissons, infirmières visiteuses.

b) Surveillance sociale : Assistantes sociales.

Les secours pourraient diminuer après trois ans pour cesser à l'âge scolaire. Avec un enfant de cinq ans, une femme peut mener une vie normale. Les écoles et les garderies d'enfants sont organisées pour garder les élèves pendant la journée.

L'intérêt moral est grand : les mères s'attachent à leurs enfants, les enfants se développent librement.

L'intérêt médical est que l'enfant élevé par sa mère et nourri au sein est plus résistant.

L'intérêt économique est qu'une pension complète est moins coûteuse que le système actuel de l'Assistance Publique.

L'intérêt social est qu'au bout de peu de temps toutes les femmes sauront mieux élever leurs enfants, d'où réduction de la mortalité infantile.

Pour les enfants cependant abandonnés, c'est-à-dire les enfants des prostituées et ceux des jeunes filles de famille, et les enfants incestueux, il faut :

1) Favoriser l'adoption familiale, système qui ne présente que des avantages.

2) Donner un état civil aux enfants pour qu'ils soient tout à fait comme les autres.

3) Les transplanter le moins souvent possible ; qu'ils quittent très tôt le centre d'élevage et soient élevés maintenant par une seule famille nourricière. Les centres d'élevage n'auraient plus de raison d'être si toutes les femmes avaient de bonnes notions de puériculture.

BIBLIOGRAPHIE

- ALCINDOR, *Les Enfants Assistés*, Paris 1912, Emile Paul, édit.
Annuaire Statistique, de la statistique générale de la France depuis l'année.
- BÉNASSIS. (*Revue Thérapeutique*), numéros de septembre, octobre et novembre 1937. Titre exact : L'Hospice des Enfants Assistés et l'Aide aux Enfants Trouvés et Orphelins.
- BLIN E. *Le Développement Physique des Enfants Assistés* (Extrait du Bulletin des Sciences Economiques et Sociales du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, année 1927).
- BOURGUIN F. *La Protection Sociale de l'Enfance de France*. *Bulletin International de l'Enfance*, année 1938, n° 155 (art. de M. Rauzy, art. du Dr Gallois).
- BOUDIN, Dr. *Nom et prénoms attribués aux Enfants Abandonnés* (La Sage-Femme de France, juin 1937).
- CASSOUTE, *La Mortalité de l'Etablissement Dépositaire des Enfants Assistés de Marseille*. (Bulletin de l'Académie de Médecine, séance du 11 mai 1925.)
- CASSOUTE, *La Mortalité à l'Etablissement Dépositaire de Marseille*. (Académie de Médecine, séance du 18 mai 1926.)
- CHEVILLET G. *Les Enfants Assistés à travers l'Histoire*. Paris 1903.
- Conseil Supérieur de l'Assistance Publique. Examen des meilleurs modes d'élevage pour les enfants du premier âge* (par M. Lespinasse).
- COSTE PIERRE, *Monsieur Vincent*, tome 2.
- DUVERGIER, *Collection des lois* (1904).
- Enfants Assistés Pupilles du Département de la Seine* (ouvrage édité en 1930).
- FRUINSCHOLZ, *Une mère n'a pas le droit d'abandonner son enfant*. (Maman, 10 novembre 1930.)

- GEGOUT E., *Les Parias*. Vie anecdotique des Enfants Abandonnés. Paris 1898.
- G. R. *Revue philanthropique* du 15 février 1931. Document. sur l'Histoire des Enfants Abandonnés.
- GUIDENT B. *Saint Vincent de Paul*. (Thèse de Paris), 1938. Sorlot édit.
- HERMANN AUG. *L'Enfance Abandonnée*. (La Vie Sociale, numéro de novembre 1935.)
- HEUCQUEVILLE CH. (D'). *Etude sur l'Adoption*. (Revue philanthropique, 15 août 1928, page 557).
- LAGNEAU, Dr G., *Des Mesures propres à rendre moins faible l'Accroissement de la population en France*. (Extrait du Bulletin de l'Académie de Médecine, Paris 1890.)
- LAGNEAU, Dr G., *Mortalité des Enfants Assistés en général et de ceux du Département de la Seine en particulier*.
- LALLEMAND L., *Histoire des Enfants Abandonnés*, Paris 1885.
- LAMARTINE, *Discours au Conseil Général de Saône-et-Loire*, prononcé le 31 août 1845.
- LABEAUME, *Hygiène Sociale des Enfants du Premier Age*. (Thèse, Paris 1924.)
- LEREBoullet, *Les Enfants Assistés à Paris*, autrefois et aujourd'hui. (Pédiatrie, numéro de juillet 1931.)
- LESAGE ET MOINE, *Etude Générale de la Mortalité de l'Enfant de première année*.
- LESAGE ET MOINE, *La Mortalité Infantile (0 à 1 an), pendant un siècle (1831-1935)*.
- LÉVY HÉLÈNE, *Le lait de femme et l'allaitement au sein*. Leur importance capitale dans la lutte contre la mortalité infantile. (Thèse de Paris 1937.)
- LESAGE ET CRUVEILLIER, *Lamartine et la suppression des tours*. (Le Nourrisson n° 1, janvier 1935.)
- MARTIN, *Bulletin int. de la Protection de l'Enfance*, février 1930, pages 108 à 110. Mode d'abandon. Le Tour.
- MONTLAUR, Dr J., *Le Problème des Pupilles de l'A. P.* Protection Médicale et Sociale. (Le Concours Médical, numéros des 29 avril 1928 et 13 mai 1928.)
- MOURIER M., *La Mortalité des Enfants Assistés de la Seine*. (Bulletin de l'Académie de Médecine, séance du 1^{er} mars 1932.)
- RAVANET, *La Protection de l'Enfance à travers les âges*. (Guérir, numéro de juillet 1936.)
- RAVICINI, *Per l'assistenza alla infanzia abbandonata*. (Numéro de la Difesa Sociale de juillet 1933.)
- Revue « Pour l'Enfance Coupable »* (décembre 1935). Articles sur les causes de la délinquance.
- REHM CHARLES, *Les Enfants Abandonnés*. (Thèse de Droit, Paris 1903.)
- ROUSSEL Y., *De la Lutte contre l'Abandon de l'Enfant Nouveau-né*.

Rapports Annuels du Service des Enfants Assistés. (Département de la Seine), depuis l'année 1930.

Statistique de la Mortalité des Enfants Assistés de la Seine. (Ministère de la Santé Publique, direction de l'Hygiène et de l'Assistance. Bureau de Service de l'Enfance.) Année 1935, paru en 1937.

SARRAZ-BOURNET, *Mortalité des Enfants Assistés.* (Extrait d'un rapport d'ensemble de l'Inspection Générale des services administratifs pour 1929.)

SARRAUT OMER, *Les Enfants Assistés.* (Lyon, 1877.)

SIREY, Lois annotées. Premier volume ? (Révolutions 1789, 1830.)

Statistique Annuelle des Institutions d'Assistance. Depuis l'année 1520.

Statistique Annuelle des Institutions d'Assistance Publique, année 1933. (Statistique Générale de la France.)

Statistique du Mouvement de la Population. Les causes de décès, 1935, paru en 1938. (Statistique Générale de la France.)

TOLLET C., *De L'Assistance Publique et des Hôpitaux jusqu'au XIX^e siècle.*

TALLON EUGÈNE, *Enquête Parlementaire sur l'organisation de l'Assistance Publique dans les campagnes.*

VIGNE P., *La Protection de l'Enfance Abandonnée à travers les âges.* (L'Avenir Médical, septembre 1935.)

ZENZINOV, *Les Enfants Abandonnés en Russie Soviétique.*

L'Imprimerie Moderne, 177, route de Châtillon, Montrouge
